



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 13 février 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 28**

Jérôme DUBOST, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4**

Fabienne MALANDAIN donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

## CONSEIL MUNICIPAL du 19 février 2024

**M\_DL240219\_010**

### RESSOURCES HUMAINES - AMICALE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE MONTIVILLIERS - AVANCE - VERSEMENT

**M. Jérôme DUBOST, Maire** La Ville de Montivilliers a fait le choix de conventionner avec l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers pour le développement de l'action sociale, culturelle, sportive et loisirs en faveur des agents de la collectivité.

L'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers, association loi 1901, fondée le 26 Mai 1961, regroupe les membres du personnel des services municipaux et les retraités de la Ville de Montivilliers.

L'Amicale favorise les relations entre le personnel des différents services municipaux. Elle a pour but de créer, de développer, d'organiser l'action sociale et d'encourager les loisirs sous toutes leurs formes. Son action s'exerce également en faveur des conjoints, des enfants et des personnes à charge.

La convention en vigueur avec l'Amicale a été signée le 14 juin 2023 et arrivera donc à échéance le 14 juin prochain. Des échanges ont lieu avec l'association afin de définir les termes de la prochaine convention ainsi que le montant de la subvention qui sera versée à l'Amicale pour l'année 2024.

Cependant, afin de permettre à l'association d'engager les crédits nécessaires à la réservation de séjours et voyages à destination des agents, il a été convenu de procéder pour l'année 2024 à une avance de la subvention à hauteur de 50 % du montant de la subvention versée l'année précédente, qui était d'un montant de 88 272 euros, représentant ainsi une avance de 44 136 euros.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses article L. 731-1 à L. 733-2,

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrés,

**VU** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques

**VU** la convention en date du 14 juin 2023 conclue avec l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers,

**VU** le budget de l'exercice 2024

#### CONSIDÉRANT

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- Qu'il appartient aux collectivités territoriales de délibérer pour définir les modalités de gestion de leur action sociale ,

- Que l'obligation de conclure une convention d'objectifs s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros,

- Que la Ville de Montivilliers a décidé de confier à l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers la gestion de l'action sociale en faveur des agents de la collectivité, en lui attribuant des moyens matériels et financiers prévus dans la convention jointe,

Sa commission municipale n°4, Vie sportive et vie associative réunie le 9 février 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

## **DÉCIDE**

- **D'attribuer une avance de 50 % sur la subvention de fonctionnement à l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers d'un montant total de 44 136 € pour l'année 2024 dans l'attente de la conclusion de la prochaine convention.**

### **Imputation budgétaire**

Exercice 2024

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 0205

Nature et intitulé : 6574

Montant de la dépense : 44 136 euros

### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**ois suivant sa**

**ante :**